

26 mars 2024

Première commission Intelligence Artificielle



Certainement pas « Un nouveau compagnon de travail »

François-Xavier Lefranc, président du directoire, s'est engagé en CSE extraordinaire sur : **« L'intelligence artificielle n'est pas un outil qui permet de supprimer des postes. Notre ambition éditoriale est très forte et, pour l'atteindre, il nous faut des moyens suffisants. Ainsi, nous réinvestirons le gain de temps permis par l'IA sur des tâches journalistiques »**, la CGT demande que **cela soit inscrit** dans le « marbre ». Pour Philippe Boissonnat, cet engagement est inscrit au procès verbal du CSE qui fait foi. Dont acte.

Si la rédaction paraît épargnée pour le moment, quant à une diminution d'effectif, la CGT rappelle que tous les salariés sont concernés. Mais le choix des IA testées vise d'abord, et en très grande majorité, la rédaction et les services relation client. Pour les services administratifs, juridiques, commerciaux, marketing ... , c'est aujourd'hui le vide sidéral. Et c'est bien là le problème car ces services seront sans doute les plus touchés . La CGT reste vigilante, d'autant plus que **« tous les salariés doivent avoir le vernis d'acculturation »** stipule la direction.

Fabrice Bazard précise que l'impact sur l'emploi est évalué à 5%. Mais pas question d'en savoir plus à ce jour ! Si ce n'est que **« la priorité sera d'aider les salariés à s'adapter à une très certaine transformation des métiers avec cette IA, tel un nouveau "compagnon" de travail. "Ce ne sera pas à la place de mais avec, pour aider à. Cela pourrait même créer des embauches à la Rédaction »**. Bonne nouvelle sauf si ce travail relève plus du contrôle que de l'investigation, qui est l'essence même du journalisme. Pour la direction, Il est capital de catégoriser les sujets envisageables tels le bulletin météo, le résumé mais avec relecture et ceux à proscrire telle que la rédaction complète d'un article par une IAG, capable déjà de proposer l'angle de l'article. Un engagement théorique qui risque rapidement de trouver ses limites, si une vraie politique d'investissement dans les effectifs des rédactions n'est pas mise en parallèle.

Pour la CGT, la dérive est proche car les angles virtuels proposés le seront par rapport à quoi ? Si c'est l'audience qui fait référence, et si ce qui fait du clic n'est pas en adéquation avec nos valeurs et notre éthique ! Que cherchons-nous réellement à faire avec ces intelligences programmées ? Rester garant d'une info fiable, sourcée et vérifiée, pour donner matière à réfléchir à nos lecteurs, plutôt que se laisser guider par des robots, non ? D'ailleurs le lecteur devra être au préalable prévenu de l'utilisation d'une IA . C'est bien le cœur du sujet : établir en priorité des garde-fous. Or une charte n'est envisagée qu'ultérieurement, alors qu'elle devrait être un préalable pour un journal qui revendique une qualité et une maîtrise de l'information, face au déferlement de rumeurs et de « fake » sur les réseaux sociaux.... Qui alimentent en temps réel cette IA.... Une logique virtuelle dangeureuse.

Pour Philippe Boissonnat : **« le journaliste prend ou prend pas, c'est comme il veut », « Il y a toujours la responsabilité de qui décide quoi, chez nous c'est le directeur de la publication, notre responsabilité est entière. »** La question de fond est donc réglée ? Une position, Monsieur, qui relève, à notre avis, davantage d'un amateurisme hautement risqué.

Sept bots (robots) experts sont testés. Ils se sont nourris de bases de données gigantesques mais non maîtrisées. L'intérêt c'est avant tout l'entraînement nous précise la direction. C'est-à-dire, ingurgiter un maximum de données pour faire la meilleure recherche et trouver la réponse ! Et hop, le tour est joué ! Non, le danger est là ! Si le dictionnaire comprend des définitions éronnées ou orientées le résultat le sera aussi. **Il en va de notre mission d'informer. C'est un élément clé de démocratie.**

Point technique. Un abécédaire du vocable spécifique sera ajouté dans Muse. Julien Perron appuie fortement sur le fait « **qu'un LLM (modèle capable de générer du texte) n'a pas de connaissance, il compile voilà tout** ». **Et oui, cet outil ne comprend pas ce qu'il fabrique !** Quant aux prompts, une bibliothèque sera disponible, car formuler la bonne recherche qui donnera une réponse pertinente n'est pas encore chose aisée. Sachant que les futurs moteurs de recherche Google tendent vers une réponse synthétique de toutes les réponses, il y a matière à s'inquiéter quand à une seule vérité ! Fabrice Bazard nous annonce : « *D'ailleurs nous avons un nouvel embauché, un monsieur « IA » pour appréhender tous ces sujets, il vient de chez Google avec pour mission d'éviter la dérive éthique afin de devenir un média référent, là il y a un match à gagner* ». Top départ.

Ces IA génératives sont des outils supplémentaires dans la panoplie des salariés, et ce qui est sûr c'est qu'ils sont plus complexes à maîtriser.

Les test en cours : Tags, résumé, classements sportifs, correction orthographique....A venir: affiche, générateur de quizz, « *mais on ne sera pas près pour les européennes* » regrette la direction. Le TextToSpeech (le journal lu) est en nette progression : 12 000 écoutes/jour.

Point pratique. Ni formations spécifiques, ni tables rondes sur ce sujet ne sont envisagées mais plutôt une sensibilisation. Pour la **CGT**, il serait intéressant de les recouper avec les ateliers Ouest-France Demain. Visiblement personne n'y avait pensé !

Point financier. Les réponses sont loin d'être claires. Quels seront les moyens pour les développements informatiques nécessaires ? L'équipe au sein du SIB de sept à huit salariés Ouest-France, travaillent avec des prestataires et avec des équipes d'Additi, par exemple. « *Nous on plateforme* » précise Julien Peron. Quant à un

contrat financier avec Microsoft pour Open IA, le Groupe passera par l'alliance.

Point éthique. Quelles seront les règles et limites de la programmation ? Qui seront les donneurs d'ordre des missions confiées à ces intelligences programmées ? Pas de réponse. Un trou noir !

Point environnement. « *l'entraînement a été fait à l'extérieur de l'entreprise* », c'est ce qui prend le plus d'énergie, on veut là aussi nous rassurer. L'engagement environnemental de l'entreprise est pourtant en jeu et elle devra rendre des comptes.

Point sécurité et risque cyberattaque. Même si nous sommes pour le moment protégés (comme sous une bulle impénétrable) la **CGT** alerte déjà.

Point d'étape. Une évaluation de Muse est envisagée en septembre afin de savoir si on développe ou pas.

Pour la CGT, une fois dans le labyrinthe, il sera difficile d'en sortir. Si le bon fil d'Ariane est tiré, nous pourrions espérer maîtriser au moins nos outils, nos usages et protéger nos utilisateurs, c'est la seule issue.